

Tirs contre des civils à Kigali

Hartley, Aidan

Reuters, 8 juin 1994

KIGALI, 8 juin, Reuter - Des membres d'une milice rwandaise ont tiré mercredi sur un bâtiment occupé par de nombreux civils dans un quartier de Kigali sous contrôle gouvernemental.

Khalil Aitout, du mouvement humanitaire français Pharmaciens Sans Frontières, a raconté qu'il se trouvait au Collège Saint-André, occupé par des dizaines de personnes, pour la plupart des Tutsis, lorsque les miliciens ont tiré à l'intérieur pendant deux minutes.

Il n'a pu préciser le nombre de blessés, parmi lesquels un cadreur français, Jean-Christophe Klotz.

Atteint à la jambe, Klotz a été accompagné par des observateurs militaires de l'Onu à l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Il a la jambe cassée mais ses jours ne sont pas en danger, ont dit des responsables du CICR. Aucun autre occupant du collège n'a été hospitalisé, a précisé Aitout.

Il a ajouté que les milices avaient ouvert le feu alors que des soldats gouvernementaux et un responsable gouvernemental se trouvaient devant le collège, dans le quartier de Nyamirambo.

Au même moment, des délégations des rebelles du Front patriotique du Rwanda et du gouvernement tenaient une troisième série de discussions sur le texte d'un accord de cessez-le-feu élaboré par la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda.

"Nous avons eu une réunion positive. Nous avons examiné le document principal du cessez-le-feu et il y a encore du travail à faire. Nous ne désirons pas divulguer le teneur de nos discussions, qui en sont à un stade délicat", a dit le général canadien Roméo Dallaire, commandant de la Minuar, qui présidait les discussions.

Celles-ci doivent reprendre jeudi.

Lors de la première série de discussions, la semaine dernière, le FPR a exigé que le gouvernement fasse cesser le massacre par des milices hutues et par l'armée de centaines de milliers de Tutsis et de membres hutus de l'opposition.

— Poursuite des discussions —

Mercredi, lors d'une suspension de séance, le chef de la délégation du FPR, le colonel Frank Mugambage, a adopté un ton plus conciliant en annonçant que le FPR poursuivrait les discussions parce que l'armée gouvernementale avait assuré qu'elle tentait de faire cesser les massacres.

“Ils disent qu’ils sont maintenant déterminés à faire cesser certaines de ces exactions, de sorte que nous disons ‘Donnons- leur une chance’”, a dit le colonel Mugambage à des journalistes.

“Au lieu d’entraver le processus de discussions, poursuivons le”, a-t-il ajouté en soulignant que les rebelles recherchaient une solution politique plutôt que militaire.

Un cessez-le-feu permettrait à l’Onu de déployer les renforts votés par le Conseil de sécurité. Les opérations de la Minuar ont été paralysées par les combats de ces derniers jours et l’aéroport a été fermé depuis qu’un avion militaire canadien apportant des secours a failli être touché dimanche par des obus de mortier gouvernementaux.

L’Onu a acheminé mercredi à Kigali par la route un convoi de combustible et de ravitaillement venant d’Ouganda.

Depuis les massacres déclenchés dans les heures qui ont suivi l’attentat qui a coûté la vie au président Juvenal Habyarimana, le 6 avril, le FPR s’est emparé de plus de la moitié du pays au cours d’une offensive destinée selon lui à mettre fin aux tueries.

Des officiers de la Minuar se disent convaincus que le FPR pourrait accepter de stopper l’offensive lorsqu’il estimera avoir brisé la combativité de l’armée gouvernementale. Mais ils ajoutent que les milices échappent au contrôle de l’armée régulière. Les hommes qui ont attaqué le collège Saint-André faisaient partie d’un groupe d’individus ivres, a dit un officier. /NCD

(c) Reuters Limited 1994